

NOS
VALEURS
NOS
COMBATS

Manifeste pour oser l'avenir.

DÉFI



« Tout seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin. »

Le combat de DÉFI a une origine claire : défendre les citoyens contre toutes les formes d'injustice et de division, et ce au sein d'un Etat fédéral qui soit efficace, respectueux et au service de toutes les communautés et régions.

Né FDF, devenu DÉFI, notre mouvement place l'humain au cœur de la politique.

Nous avons toujours refusé - et refusons encore - que les querelles communautaires, les logiques partisanes et les jeux de pouvoirs fragmentent notre société.

Le contexte social et politique nous pousse aujourd'hui à nous réinventer. Pas question de renier nos valeurs ou de surfer sur ce tsunami populiste qui empoisonne le débat public. Notre boussole reste la même: défendre une démocratie qui n'a jamais été aussi méprisée, affaiblie, instrumentalisée, et attaquée.

C'est pourquoi DÉFI poursuit, sans trembler, son combat contre le nationalisme. Car le nationalisme n'est pas qu'un discours : c'est une mécanique qui divise, qui étouffe la solidarité, qui fragilise nos institutions et nos contre-pouvoirs, et qui affaiblit nos Régions. Il mine nos structures et nous entraîne vers un confédéralisme qui appauvrit la Région bruxelloise et isole la Région wallonne, soit un séparatisme qui ne dit pas son nom. Il nourrit la peur, l'égoïsme et la rivalité plutôt que l'émancipation, le progrès et la coopération.

Et pourtant, à cause de la complaisance francophone des partis traditionnels, ce nationalisme dirige aujourd'hui un Etat dont il veut la fin, en détricotant toujours plus la solidarité entre les communautés.

Cela ne peut appeler qu'une seule réponse : la solidarité francophone.

Parce que ce combat est plus que jamais d'actualité, parce que le mal belge et européen trouve ses origines dans des institutions affaiblies et inefficaces,

DéFI redéfinit, à travers cette Charte, sa colonne vertébrale de valeurs.

Parce qu'il n'y a jamais de bonnes politiques sans bonnes institutions, DéFI s'engage à être à contre-courant du populisme ambiant. Ce n'est pas une posture, c'est une responsabilité.

DéFI choisit le centre de l'échiquier politique, avec un projet de société cohérent, ambitieux et fidèle à nos engagements envers la démocratie, la planète, la jeunesse et l'économie réelle. Nous voulons rendre à la politique ce qu'elle n'aurait jamais dû perdre : le bon sens, l'intérêt général, la participation, la transparence, l'intégrité.

Le libéralisme que nous défendons n'est pas celui du repli ou du chacun pour soi : il est juste, progressiste et profondément humain.

Dans un monde bousculé par les extrémismes, les communautarismes, les tensions économiques et les rivalités géopolitiques, nous avons un devoir moral, citoyen et historique : consolider la solidarité, la justice et la responsabilité. Ce sont les piliers d'une société libre, égalitaire, efficace et prospère.

C'est dans cet esprit que nous vous proposons, avec conviction et optimisme, d'oser l'avenir !

Sophie ROHONYI

Présidente de DéFI.

Didier GOSUIN

Ministre et bourgmestre honoraire.

Un parti politique n'a pas vocation à exister pour lui-même.

*Il doit être un outil, un levier,
un moyen d'action collective pour
répondre aux défis de notre temps.*

Chez DéFI, nous en sommes convaincus : la politique doit retrouver du sens, de l'ambition, de l'humanité et de la dignité. Notre boussole, ce sont des valeurs fortes et intemporelles. Elles ne se veulent pas dans l'air du temps, elles se veulent à la hauteur des enjeux. Elles fondent notre projet de société. Elles nous guident aujourd'hui et traceront, demain, les contours d'une société plus juste, plus libre, plus durable et plus solidaire.

Le monde bascule. Les démocraties sont en recul sous le coup des extrémismes de tous bords, des nationalismes et autres totalitarismes. Les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, de justice et de dialogue cèdent au profit des egos démesurés, des rapports de force, voire des guerres.

La Belgique n'échappe pas à cette tendance. Les discours polarisants qui fracturent et divisent occupent désormais le devant de l'actualité. Notre obligation morale et citoyenne est de

nous élever contre ces dérives, contre la loi du plus fort, du plus « hurlant », et de réaffirmer avec force notre foi dans la démocratie et ses valeurs.

La liberté en est le pilier. Sans liberté d'expression, sans libre accès à ses droits fondamentaux, il n'y a pas de démocratie. Mais cette liberté ne peut être absolue. Elle s'inscrit dans un cadre : nous refusons le laisser-faire comme le laisser-aller. Nous croyons à la liberté d'entreprendre, dans une économie régulée et épanouissante pour chacun. L'intérêt de la personne et du collectif sont indissociables.

Nous défendons la liberté de croire et la liberté de choix, et aussi le respect d'un socle commun de valeurs dans l'enseignement, les services publics et les institutions.

Nous affirmons la liberté d'exercer ses droits, sans jamais oublier les devoirs qui en découlent. La liberté n'est pas le droit de s'affranchir de la vie en commun mais la capacité de s'y engager pleinement.

L'égalité, ensuite, est le cœur battant de toute démocratie. Elle signifie que chaque citoyen est égal devant la loi, quels que soient son origine, son statut socio-économique, son genre, son orientation sexuelle, son état de santé, ses convictions religieuses ou philosophiques et politiques, sa situation géographique.

Mais cette égalité n'a de sens que si la justice est réellement impartiale, accessible, et efficace. Sans cela, les promesses démocratiques deviennent des illusions qui brisent la confiance des citoyens dans ses institutions.

La solidarité, elle, donne chair à notre vivre-ensemble. Elle n'est pas une option morale, mais une nécessité politique. C'est elle qui nous protège collectivement contre les coups durs, les accidents

de la vie, les injustices sociales. C'est elle qui nous permet de bâtir une société plus humaine, plus digne, plus forte.

À cela s'ajoute **l'émancipation**, à la fois individuelle et collective. L'émancipation par l'éducation, par la formation, par la culture : voilà ce qui donne à chacun les clés de sa liberté et de son épanouissement. Cette émancipation appelle à la responsabilité. Elle exige de chacun un usage éclairé de ses droits, un esprit critique affûté, une conscience citoyenne active. Car être citoyen, ce n'est pas seulement jouir de droits, c'est aussi contribuer à la vie commune, porter des choix, défendre des principes. En somme, avoir accès au bonheur.

La démocratie et l'État de droit.

Depuis toujours, DÉFI est le rempart contre **les nationalismes, les populismes et les extrêmes** de tous bords qui menacent notre cohésion sociale.

Tout en défendant l'unité de la Belgique, nous avons toujours défendu **un fédéralisme belge qui soit solidaire. Solidaire entre les communautés, solidaire de Bruxelles et sa périphérie, de la Wallonie et des Francophones de Flandre.** Un fédéralisme où les spécificités et l'autonomie des Régions bruxelloise et wallonne sont respectées.

Nous croyons en la **séparation des pouvoirs** comme pilier fondamental de toute démocratie. Ce principe selon lequel les trois grandes fonctions de l'État, législatif, exécutif et judiciaire, doivent être confiées à des institutions distinctes et indépendantes afin d'éviter la concentration arbitraire des pouvoirs entre les mains d'une seule personne, d'un seul parti, ou d'un seul groupe d'intérêts.

Parce que notre devoir est de défendre l'intérêt général, nous restons indépendants de tout lobby, qu'il soit syndical, économique ou religieux. La séparation des pouvoirs, ce n'est pas un détail juri-

dique. Elle est une arme contre l'abus, une digue contre la corruption, une garantie que personne n'est au-dessus des lois.

C'est elle qui permet de contrôler les excès, de faire vivre les contre-pouvoirs, de défendre les droits et libertés face à la tentation autoritaire. Dans un monde où les démocraties vacillent et où certains rêvent d'un pouvoir sans limites, rappeler, défendre et renforcer la séparation des pouvoirs est un acte de résistance civique fondamentale.

Nous croyons en l'égalité de tous devant la loi. Nous refusons l'arbitraire, les privilèges, la complaisance.

Nous sommes profondément convaincus qu'il ne peut y avoir d'épanouissement sans **sécurité**. Chaque citoyen doit pouvoir vivre, travailler et construire son avenir sans craindre pour sa vie, sa dignité ou ses droits. La sécurité est la condition première de toute liberté.

Or, il n'y aura pas de sécurité s'il n'y a pas de justice. Cette Justice, en tant que troisième pouvoir de notre démocratie, doit être forte, indépendante, accessible, rendue dans un délai raisonnable, et soutenue à la hauteur de ses mis-

sions. Elle est le socle d'une démocratie équitable et d'une société qui protège tous ses citoyens. La Justice doit recevoir les moyens nécessaires pour combattre tous les méfaits, toutes les criminalités, et toutes les fraudes, sociales comme fiscales, et les attaques contre l'environnement.

Notre État de droit doit être un rempart contre toutes les formes d'injustices et de discriminations. Il doit les combattre avec lucidité et sans complaisance. Il doit être un rempart pour protéger les minorités, les différentes langues et cultures, et faire respecter les droits de toutes les communautés. Il doit garantir l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous défendons l'idée d'une démocratie solide et renouvelée qui repose sur trois piliers essentiels : la bonne gestion des institutions, l'exemplarité en politique et la participation citoyenne.

Gouverner, ce n'est pas simplement gérer, c'est contribuer au bien commun avec transparence, efficacité, rigueur, honnêteté, créativité et responsabilité. Gouverner, c'est servir et non se servir. C'est porter un projet de société du-

nable sur le long terme, et non une stratégie électorale à court terme, en dépit des conséquences sur les générations futures. C'est s'engager à simplifier et rationaliser nos institutions, non pas par stratagème communautaire, mais par souci d'efficacité et d'amélioration de nos services publics.

Quant à la participation citoyenne, c'est le cœur battant de la démocratie. Quand les citoyens s'engagent, s'informent, débattent et votent, ils ne sont pas de simples spectateurs ou consommateurs, ils deviennent les véritables acteurs du changement. Pour rencontrer cet objectif, nous devons donner aux citoyens les outils pour participer aux choix de notre société, tout au long de l'année, et pas uniquement lors des élections.

Le libéralisme, c'est croire en la liberté, et surtout en l'émancipation de chacun et chacune. Le libéralisme ouvre les voies du possible au bonheur individuel et collectif. Car être libre, ce n'est pas seulement avoir des droits, c'est avoir les moyens de les exercer et la responsabilité d'assumer ses devoirs.

Le libéralisme, durable et responsable.

L'État doit garantir à chacun et chacune, les conditions de cette émancipation, par l'éducation, le travail, la culture, la santé, et la solidarité, pour que chacun puisse vivre, travailler et se loger dignement et s'épanouir.

Nous croyons, encourageons et valorisons l'entreprise, l'initiative, l'innovation, la créativité.

Nous croyons à la liberté de chacun de prendre en main son destin. Mais cette liberté doit contribuer au bien commun. Pas aux excès, pas aux inégalités, pas à la précarité.

Chacun doit avoir la liberté et les moyens de s'épanouir pleinement dans son orientation et ses activités, d'y trouver un sens, et de contribuer avec fierté à la dignité et à la prospérité des siens.

Nous voulons un modèle économique équilibré et inclusif, où les citoyens ne sont ni assistés, ni écrasés. Un modèle où chacun trouve sa place.

Où l'enseignement mène aux savoirs et aux compétences nécessaires à l'épanouissement. Où le travail prime sur

le capital. Où l'économie est au service des citoyens et non l'inverse. Où l'aisance n'est pas un but mais pas non plus un tabou. Où le "bien-être" est valorisé. Où la réussite est encouragée comme moyen d'émancipation et aussi comme un outil contribuant à la prospérité collective.

Nous nous opposons au clientélisme et au communautarisme de la gauche, autant qu'au conservatisme et à l'individualisme élitiste de la droite. Nous nous opposons aux radicalismes et à la brutalité des extrêmes.

Nous défendons une économie sociale, responsable et durable, fondée sur une conviction simple et puissante : on ne peut plus opposer performance économique, justice sociale et urgence écologique. Ce triptyque forme un tout indissociable, porteur de sens et d'avenir.

Face aux dérives d'un néolibéralisme débridé centré sur le profit, nous affirmons la nécessité d'une croissance qualitative, qui crée du bien-être sans creuser les inégalités, qui s'étend sans épuiser la planète.

**Nous voulons
une société
durable qui
préserve
l'environnement
sans renoncer
au progrès.**

*Autrement dit,
une société
éco-logique !*

La préservation de notre environnement ne peut plus être perçue comme un luxe ou un discours abstrait réservé à quelques convaincus. Elle est urgente. Mais elle doit aussi être lucide et responsable. Nous portons une vision du développement durable non cosmétique ou dogmatique, mais pragmatique, qui protège l'environnement sans punir ou culpabiliser, qui transforme sans brutaliser, qui donne à chacun les moyens d'agir contre le dérèglement climatique. Agir pour l'environnement, ce n'est pas renoncer au progrès, c'est préparer un avenir viable, équitable et durable pour tous.

La lutte contre le dérèglement climatique ne doit pas être perçue comme une menace mais comme une opportunité de redéployer notre économie. Ce modèle est à notre portée. Il repose sur une transition énergétique qui soit ambitieuse et cohérente, capable de répondre à la raréfaction des ressources, qui puisse protéger notre environnement et la biodiversité tout en réconciliant écologie, économie, emploi, pouvoir d'achat, recherche, mobilité et innovation.

Protéger la planète et oser l'avenir.

Notre avenir dépend directement de la façon dont nous traitons ce qui nous entoure aujourd'hui. L'eau, l'air, les forêts, les océans et les animaux ne sont pas de simples ressources : ils sont la base même de notre vie.

Le dérèglement climatique n'est plus une menace lointaine. Il est là. Il bouleverse nos campagnes, fragilise nos villes, aggrave les inégalités. Pourtant les sécheresses, inondations, et autres crises alimentaires ne sont pas une fatalité si nous choisissons d'oser l'avenir.

Oser l'avenir, c'est construire un monde où l'air est respirable, l'eau potable et l'alimentation digne de confiance. C'est donner aux agriculteurs les moyens de produire mieux, dans le respect des terres et des saisons, et de vivre dignement de leur passion. C'est penser des villes plus saines et plus vertes, des campagnes respectées. En agissant ainsi, nous ne protégeons pas seulement le vivant : nous offrons à chacun la possibilité de vivre en meilleure santé, de grandir et de vieillir dans un environnement sain et sûr.

Oser l'avenir, c'est préserver la biodiversité et anticiper les catastrophes annoncées. C'est encourager les en-

treprises à produire et les citoyens à consommer autrement. C'est bâtir une société sans déchets qui mette fin au gaspillage. C'est sortir de notre dépendance aux énergies fossiles tout en garantissant notre approvisionnement énergétique. C'est faire de la sobriété énergétique un choix collectif. C'est transformer nos mobilités et soutenir l'innovation durable.

Oser l'avenir, c'est aussi affirmer que le bien-être animal fait partie intégrante de notre humanité. La dignité d'une société se mesure à la manière dont elle traite le vivant le plus vulnérable. Nous voulons renforcer la protection des animaux, améliorer leurs conditions d'élevage, de transport et d'abattage, et soutenir des pratiques agricoles et halieutiques respectueuses du vivant.

Il ne s'agit pas de tourner le dos au progrès, mais de lui donner une direction. Car **il n'y aura pas de prospérité durable sur une planète épuisée**. Le progrès véritable n'est pas celui qui détruit le vivant, mais celui qui permet à l'homme et à la nature de coexister, durablement et dignement.

L'Europe comme horizon.

DÉFI puise ses racines dans la défense d'un projet culturel et politique francophone et la défense des minorités : deux valeurs qui le rendent profondément européen.

L'Europe que nous devons construire aujourd'hui n'est pas simplement un projet politique, c'est un cri de ralliement pour un avenir audacieux, un manifeste de notre volonté collective de faire émerger une société plus juste, plus solidaire et plus forte qui tient tête aux super-puissances mondiales qui ne connaissent que la loi du plus fort.

Une Europe progressiste et fédérale. Une Europe qui place l'humain au cœur de ses préoccupations, qui refuse les injustices et les discriminations sous toutes leurs formes. Une Europe qui s'affirme avec fierté comme un bastion de tolérance, où la diversité n'est pas seulement acceptée, mais célébrée comme une richesse.

Mais cette tolérance n'est pas synonyme de faiblesse, loin de là. Elle est la force vive qui nous permet de résister face aux défis de demain.

Une Europe forte et unie dans sa diversité, c'est une Europe qui se dote des

moyens de protéger ses citoyens, d'assurer leur sécurité, et aussi de défendre ses valeurs, ses cultures et ses langues sur la scène mondiale. Ce n'est pas une Europe à la traîne ou à la carte mais une Europe combative, qui rayonne à l'international, fière de ses principes et résolue à bâtir un futur où chaque personne, chaque nation, chaque peuple pourra s'épanouir sans compromis. Une Europe capable de gérer ses frontières de manière responsable, qui accueille celles et ceux qui cherchent refuge dans le respect des valeurs européennes. Une Europe qui ose l'alliance des défenseurs de la démocratie, de la justice sociale, de la tolérance et de la solidarité, au-delà des frontières nationales, pour faire face à ses ennemis, tant intérieurs qu'extérieurs.

Et enfin une Europe souveraine, qui défend son territoire et assure son indépendance énergétique sans se soumettre aux puissances extérieures.

Il est temps de redonner à l'Europe sa place de garant de la démocratie et de précurseur, où l'innovation, la solidarité et la justice se rencontrent pour tracer la route de demain.

La nécessité du vivre-ensemble.

La démocratie repose sur bien plus qu'un simple système électoral : elle est un pacte de tolérance, d'ouverture et de respect mutuel. Mais ce pacte ne tient que si nous choisissons, collectivement, de faire du dialogue les fondements de notre vivre-ensemble préservé et renforcé. Dans un monde toujours plus hétérogène, ce lien social peut se déliter si nous laissons s'effacer les valeurs communes qui font la force de nos démocraties.

Parmi ces valeurs, certaines doivent être réaffirmées avec clarté et conviction. L'égalité entre les femmes et les hommes, la protection des minorités, l'universalisme et aussi la laïcité de l'État comme instrument au service de la citoyenneté. Un État dans lequel la loi prime sur les prescrits religieux, l'égalité entre les religions et philosophies est garantie, les religions sont protégées des intégrismes, et dans lequel la liberté de croire ou de ne pas croire est garantie, en toute sécurité et égalité.

Ces principes garantissent que chacun, quelles que soient ses croyances ou son origine, peut trouver sa place dans un espace public apaisé, impartial et commun à tous.

La séparation des Églises et de l'État, la neutralité des services publics, des tribunaux et de l'école ne sont pas de simples détails institutionnels, mais les piliers d'une société juste et équilibrée. Nous refusons donc tout accommodement déraisonnable et communautarisme qui enferment nos citoyens dans des identités et qui fragilisent ainsi notre vivre-ensemble.

Renforcer l'État de droit, c'est aussi veiller à ce que les discours de haine, le racisme ainsi que les actes de violences discriminatoires - qu'ils soient fondés sur le genre, la religion, l'origine, l'orientation sexuelle, même lorsqu'ils se camouflent derrière l'anonymat des réseaux sociaux, **n'aient plus leur place dans une société démocratique.**

Défendre la laïcité politique, faire vivre la neutralité de l'État, c'est préserver la liberté de tous. C'est là que commence, et que se construit, un vivre-ensemble véritablement harmonieux.

Une vision progressiste.

Nos combats sont résolument progressistes. Ils s'enracinent dans des exigences éthiques fortes et claires : la justice sociale, l'équité pour toutes et tous, l'universalité des droits. Cela inclut l'égalité entre les genres, le soutien à la parentalité, l'accès à la santé et à l'éducation tout au long de la vie, ainsi qu'un vieillissement digne.

Être progressiste, c'est refuser l'immobilisme et les conservatismes qui figent les idées, enferment les individus, musèlent les artistes, fragilisent les associations et les universités, et menacent les magistrats et les journalistes.

Être progressiste, ce n'est pas rejeter le passé, mais se souvenir qu'aucune conquête n'est éternellement acquise : l'égalité, la justice sociale et la protection de la planète doivent toujours être réinventées. Avancer, même quand c'est difficile, même quand d'autres crient que c'était mieux avant.

Le droit à l'égalité entre les genres, à disposer librement de son corps, à la parentalité choisie, à une fin de vie digne, ces droits ne sont pas négociables. Ils forment les fondations d'une société inclusive, respectueuse des choix et des

parcours de vie de chacun.

C'est défendre un humanisme actif, pragmatique, ancré dans le réel, qui ne se contente pas de proclamer, mais agit pour l'émancipation de chacun et de chacune. Être progressiste, c'est aussi agir pour un avenir meilleur, plus juste, plus libre, plus solidaire, plus durable. C'est protéger et investir dans notre jeunesse qui construira cet avenir.

C'est tendre vers une évolution positive de notre société en investissant dans l'enseignement, la formation, la culture et la santé, car nous savons que ce sont là les leviers d'un véritable progrès humain.

Notre progressisme n'est ni naïf, ni tiède. Il est lucide, exigeant, profondément humain. Il est une force d'alternative face aux replis, aux peurs, aux tentations autoritaires.

Chaque fois que les droits reculent, nous serons là pour faire avancer la liberté, la liberté d'être soi, la liberté de choisir et d'assumer son destin.

**Le monde change.
Les repères vacillent.**
Mais nous avons un cap.

Et ce cap, c'est la démocratie, le progrès, l'équité, la responsabilité.

Être un parti démocrate, libéral et progressiste, c'est affirmer sa confiance dans la démocratie en lui redonnant force et rigueur. C'est oser formuler des propositions éloignées des corporatismes.

C'est s'aventurer vers des solutions nouvelles et audacieuses en misant sur la responsabilité de chacun dans un État exemplaire. C'est s'ouvrir vers une société inclusive tolérante, laïque et soucieuse d'équilibre et d'équité tant pour les générations actuelles que futures. Nous sommes au centre de ces combats.

Nous ne ferons pas de promesses impossibles. Nous ferons ce que nous avons toujours fait : dire ce que nous pensons, faire ce que nous disons, et refuser les postures faciles : voilà notre attitude, voilà nos convictions, voilà notre force.

**Nous croyons au
pouvoir des idées.
Nous croyons à
la force du collectif.**

*Nous croyons
en chacun et
chacune d'entre vous.
C'est en cela que
nous sommes prêts
à oser l'avenir.*

**OSONS
L'AVENIR**

DÉFI